

Le gouvernement des quartiers populaires. Production de l'espace et régulation de l'espace dans les quartiers non réglementaires de Dakar (Sénégal) et de Tunis (Tunisie)

Olivier LEGROS

Thèse de doctorat en géographie, sous la direction de Pierre Signoles soutenue à l'Université François-Rabelais, Tours, soutenue en décembre 2003.

Souvent dépréciés par l'opinion publique et par les techniciens à cause de leur désordre apparent et de leur prétendue anarchie, les quartiers non réglementaires abritent, au milieu des années quatre-vingt-dix, entre 20 et 70 % des habitants des grandes métropoles des Pays en développement. Examiner le fonctionnement social et politique de ces quartiers construits sans autorisation officielle permet donc de réfléchir aux modes d'intégration politique d'une grande partie des citoyens du Tiers-Monde et par ce biais, d'aborder un aspect primordial du gouvernement des grandes villes en développement. Mais qu'est-ce qu'un géographe peut apporter à une réflexion qui concerne apparemment plus le politique que le spatial ?

Dans une perspective voisine des analyses urbaines menées depuis les années quatre-vingt dans les PED et de celles, récentes, consacrées au rapport espace/politique, cette étude précise la contribution de la production de l'espace (combinaison des actions publiques avec les pratiques des « citoyens ordinaires ») à la régulation politique dans les quartiers non réglementaires des banlieues de Dakar et de Tunis. L'examen s'appuie sur trois catégories d'actions : les politiques publiques liées à l'équipement et à la réhabilitation des quartiers, les pratiques des « citoyens ordinaires » (stratégies résidentielles, production foncière et immobilière, insertion dans le voisinage) et l'encadrement politico-administratif.

Le choix des terrains d'enquête porte sur deux métropoles aux systèmes politiques très différents, de façon à établir des convergences quant aux relations entre production de l'espace et régulation politique : Dakar se caractérise par la fluidité politique propre aux périodes de démocratisation de la vie politique, tandis qu'à Tunis, le

système politique reste marqué par la centralisation du pouvoir et par l'hégémonie du parti au pouvoir. Au contraire des situations politiques, les quartiers étudiés – Yeumbeul (100 000 habitants) dans la banlieue dakaroise et Sidi Hacine (70 000 habitants) dans la banlieue tunisoise - présentent de grandes similitudes : non réglementaires, ils ont été fondés par des néo-citadins disposant de ressources suffisantes pour accéder au marché foncier informel et pour construire en dur. En outre, ces deux localités sont le siège de plusieurs projets de développement urbain, menés respectivement par l'aide internationale avec la collaboration d'ONG (Organisations non gouvernementales), à Dakar, et par l'Etat, à Tunis.

Dans la première partie de cette étude, sont précisées les structures sociales et politiques en place lors de la mise en œuvre des projets de développement urbain au travers de la production de l'habitat non réglementaire, du peuplement des quartiers, des formes locales de socialisation et des modes d'encadrement politique et administratif. La deuxième partie concerne les projets de développement urbain en eux-mêmes, de façon à déterminer pourquoi et comment ils sont capables d'influencer le gouvernement local. La dernière partie analyse la façon dont ces projets structurent le gouvernement des quartiers. Dans ce but, sont successivement examinés la transformation des projets en ressources économiques et politiques par les acteurs locaux, le champ politique local et les dynamiques territoriales liées aux projets considérés.

Au terme de cette étude, il apparaît que la production contribue largement à la structuration du gouvernement dans les quartiers non réglementaires. Dans les premières étapes de la formation des quartiers, le peuplement ainsi que la production foncière et immobilière sont à l'origine de structures sociales et politiques similaires, comme l'interconnaissance (qui résulte notamment des stratégies résidentielles fondées sur le regroupement des familles) et la relation de clientèle (qui garantit la sécurité foncière et, dans certains cas, l'accès aux équipements de base). A l'inverse, les projets de développement urbain impriment des directions divergentes au gouvernement des quartiers. A Dakar, l'implication accrue de l'aide internationale se traduit par une complexification des modes de gouvernement local. Il est d'ailleurs probable que cette dynamique s'accompagne d'une transformation du champ politique, dans le sens d'un renforcement de l'espace de débat public, grâce à l'affirmation de contre-pouvoirs potentiels : les « courtiers du développement » appuyés par l'aide internationale. A Tunis en revanche, la réhabilitation urbaine induit un renforcement progressif de l'« ordre lointain de l'Etat » aux dépens des formes locales de contrôle social.

La comparaison Dakar/Tunis aide également à comprendre les raisons pour lesquelles les opérations de production de l'espace constituent éventuellement des facteurs de structuration sociale et politique. D'abord, ce sont des instruments de pouvoir. La refonte des territoires politico-administratifs aide ainsi l'Etat à asseoir son autorité en accentuant les régulations de contrôle grâce au re-quadrillage administratif (Tunis en 1991), ou en dotant ses réseaux de clientèle de nouveaux espaces d'action politique, grâce à la décentralisation (Dakar en 1996). Dans un autre domaine, les opérations d'équipement participent à la construction de la légitimité des « entrepreneurs » politiques en exprimant aux yeux de tous la puissance de ces derniers, auteurs présumés de l'équipement des quartiers. Ensuite, les opérations de production de l'espace constituent de remarquables objets de négociation du lien politique, et de fixation des normes relationnelles entre l'Etat et les mal lotis, lesquels ajustent leurs initiatives pour accéder aux équipements en fonction des normes et des règles fixées par l'aide internationale et par les ONG, à Dakar, ou par l'Etat, à Tunis. Enfin, la production de l'espace forme un ensemble de signes, peut-être même un « langage commun », dont l'analyse permet de déterminer quelques traits des cultures politiques locales, par exemple les figures emblématiques de l'autorité.

Dans la banlieue de Dakar, la figure du « patron » ou du « notable » est prépondérante, ce qui tend à montrer que, dans la banlieue dakaroise comme dans les campagnes de l'intérieur du pays, la relation de clientèle et le courtage continuent de jouer un rôle déterminant dans la culture politique. Dans la banlieue de Tunis, c'est davantage la figure du « prince » qui est mise en avant, la réhabilitation étant systématiquement assimilée par les médias à un acte de générosité et à une expression de la sollicitude du chef de l'Etat envers les pauvres, comme si la réhabilitation relevait non du registre des actions de l'Etat en tant que collectivité, mais de celui des largesses princières, si bien que la culture de la sujétion paraît être au cœur du système politique dans la Tunisie des années quatre-vingt-dix.

Tisser les relations sociales dans les rites et la matière. Représentations de l'ordre social, des valeurs et de l'appartenance à Douiret, village berbérophone du sud-est tunisien

Véronique PARDO

Thèse dirigée par Daniel de Coppet (MNHN/ EHESS) jusqu'à son décès le 21 mars.

Thèse de doctorat en anthropologie sociale, sous la direction de Bruno Martinelli, soutenue à la Maison méditerranéenne des Sciences de l'Homme /Université de Provence à Aix-en-Provence, soutenue en avril 2003.

La société de Douiret est une société rurale de montagne du sud-est tunisien. Les populations berbérophones qui ont construit ces villages fortifiés, ksar/ksour, dans la région concernée ont été appelés les *jbalija*, "gens de la montagne". Les habitants du village sont arabophones (arabe dialectal tunisien avec des particularités régionales propres à cette région du sud, gouvernorat de Tataouine) et berbérophones (Chelha, variante du Tamazight).

Ce travail consiste en une étude de la spécificité des relations sociales au sein d'un village de *jbalija*, Douiret, au travers du filtre de l'appartenance perçue comme déterminante dès son niveau englobant, celui défini par le fait d'être « de la montagne » et de parler le chelha. Le sens fort de l'appartenance et la façon dont les douiri se définissent ou se différencient eux mêmes sont le fil conducteur de cette thèse et sa problématique. Le sentiment d'appartenance ou sentiment de faire partie de cet entre-nous est à la fois issu et constitué par le village, son territoire et son terroir. Ce concept d'entre-nous emprunté à E. Lévinas (1989/1990/1991) nous situe dans une perception de l'être comme personne en relation. Le 'nous' est l'ensemble, le groupe, la totalité ; l'entre-nous à Douiret est l'ensemble des relations qui créent et sont créées par l'ensemble des douiri.

Un des postulats de base dans la réalisation de cette recherche a été ne pas appréhender la société comme une juxtaposition d'activités techniques et de rituels, les unes isolées des autres ; au contraire le fait technique nous est apparu comme un fait social total. Les techniques et les savoir-faire ou les gestes nous ont intéressés à l'aune du sens